

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 16/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SERAMM Usine des boues**

Parc des Aygalades  
35 Boulevard du Capitaine Gèze  
13014 Marseille

Références : D-2025-0800  
SPR/2026/0009  
Code AIOT : 0006402259

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement SERAMM Usine des boues implanté 220 Chemin de Morgiou 13009 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SERAMM Usine des boues
- 220 Chemin de Morgiou 13009 Marseille
- Code AIOT : 0006402259
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine des boues, exploitée par la société SERAMM, réalise l'ensemble du traitement des boues issues de la station d'épuration de Marseille. Cela inclut en particulier les opérations de méthanisation des boues et la valorisation du biogaz.

### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PFAS

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	1. Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
3	3. Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Demande d'action corrective	3 mois
5	5. Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	2. Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
4	4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14	Sans objet
6	6. Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1	Sans objet
7	7. Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitant a bien effectué ses 3 campagnes PFAS. Cependant, celui-ci a déclaré trop de points de rejets par rapport aux exigences de l'AM PFAS du 20 juin 2023. Une correction des analyses déclarées est demandée.

Par ailleurs, au vu de son activité, l'exploitant n'est pas en mesure d'identifier la liste des substances PFAS arrivant sur son site. En conséquence, il est demandé à l'exploitant d'effectuer une nouvelle campagne PFAS sur le maximum de substances PFAS possibles, analysables par les laboratoires et de coupler cette campagne à une analyse TOP Assay (pré et post TOPA) afin d'identifier la présence effective de PFAS dans ses rejets.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : 1. Déclaration des résultats GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b>  L'ICPE SERAMM Usines de boues est connectée au IOTA GEOLIDE EAU, station d'épuration urbaine de Marseille. SERAMM Usine de boues reçoit en entrée du site des boues venant de la STEP urbaine GEOLIDE EAU. SERAMM Usine de boues traite ces boues, les déshydrate et renvoie les eaux chargées issues de la déshydratation en entrée de la STEP urbaine GEOLIDE EAU.  Il n'y a donc pas d'effluents liquides en entrée du site (les boues appartiennent à la matrice solide). En sortie du site, un seul effluent liquide existe : les eaux chargées issues de la déshydratation des boues traitées, les boues déshydratées appartenant à la matrice solide.  Concernant les campagnes PFAS, l'exploitant a fait réaliser des analyses sur 5 catégories d'eau: 1- Les eaux usées du réseau séparatif arrivant en entrée du IOTA GEOLIDE EAU 2- Les eaux usées du réseau unitaire arrivant en entrée du IOTA GEOLIDE EAU 3- Les boues arrivant en entrée de l'ICPE SERAMM Usine de boues 4- Les eaux chargées de SERAMM Usine de boues issues de la deshydratation retournant en entrée du IOTA GEOLIDE EAU 5- Les eaux traitées en sortie du IOTA GEOLIDE EAU.  L'ensemble de ces campagnes ont été publiées sur le site internet GIDAF.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Au titre de l'Arrêté Ministériel PFAS du 20 juin 2023, les analyses PFAS s'imposent aux ICPE et non aux établissements IOTA. Par conséquent, les analyses PFAS effectuées sur les effluents 1, 2 et 5 ne relèvent pas du site ICPE SERAMM Usine de boues. Ces analyses doivent être retirées des déclarations faites sur le site internet GIDAF pour l'établissement ICPE SERAMM usine de boues. Toujours au titre de l'AM PFAS du 20 juin 2023, les analyses PFAS s'imposent aux effluents aqueux et non aux matières solides. En conséquence, les analyses PFAS effectuées sur l'effluent 3 (boues = matrice solide), doivent être retirées des déclarations faites sur le site internet GIDAF. En effet, les unités de mesures remplies automatiquement sur l'outil GIDAF (µg/L) sont incompatibles avec les unités de mesure utilisées pour les analyses sur la matrice solide (µg/kg de matière sèche).  Il est donc demandé à l'exploitant de revoir ses déclarations afin de se conformer aux exigences de l'AM PFAS ICPE du 20 juin 2023.

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 2 : 2. Rejets aqueux de PFOS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</p> <p>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561 ) <math>\leq 25 \mu\text{g/l}</math></p> <p>Les substances dangereuses marquées d'une * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les analyses PFAS du point de rejet « 4- Les eaux chargées de SERAMM Usine de boues issues de la déshydratation retournant en entrée du IOTA GEOLIDE EAU » n'indiquent pas la présence de PFOS. Les résultats d'analyses sont inférieurs à la limite de quantification.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : 3. Liste des substances PFAS**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a effectué des analyses PFAS que sur les 20 PFAS listés a minima dans l'AM du 20 juin 2023.</p>

<p>Or, au vu de son activité, l'exploitant n'est pas en mesure d'identifier la liste des substances PFAS arrivant sur son site.</p> <p>En conséquence, l'Inspection a bien précisé à l'exploitant que celui-ci doit effectuer des analyses PFAS sur le maximum de substances PFAS possibles, aujourd'hui analysables par les laboratoires.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'effectuer une nouvelle campagne d'analyse avec un maximum de substances PFAS analysables par les laboratoires accrédités (une soixantaine au jour de la rédaction du présent rapport).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 4 : 4. Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/01/2020, article L. 181-14</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Elaboration du plan d'action pour supprimer/réduire</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les analyses PFAS du point de rejet « 4- Les eaux chargées de SERAMM Usine de boues issues de la déshydratation retournant en entrée du IOTA GEOLIDE EAU » ne montrent pas la présence de PFAS dans les rejets aqueux du site. Il n'est donc pas nécessaire à ce stade de mettre en place un plan d'action de suppression et réduction des émissions.</p> <p>Ce point pourra être revu à l'issue des résultats de la nouvelle campagne d'analyse et de l'analyse TOP Assay demandées aux points de contrôle n°3 et n°5 du présent rapport d'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : 5. Mesures d'investigation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <p>-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme évoqué au point de contrôle n°3 du présent rapport d'inspection, les analyses PFAS n'ayant pas été exhaustives, il est difficile de conclure sur la présence de PFAS au point de rejet « 4- Les eaux chargées de SERAMM Usine de boues issues de la déshydratation retournant en entrée du IOTA GEOLIDE EAU ».</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Pour compléter la demande du point de contrôle n°3 du présent rapport d'inspection, il est demandé à l'exploitant de coupler l'analyse supplémentaire par une analyse TOP Assay (pré et post TOPA) afin d'obtenir une vision plus globale de la présence de PFAS dans ses rejets.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 6 : 6. Mesures de suppression/réduction**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/08/2021, article L. 110-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les analyses PFAS du point de rejet « 4- Les eaux chargées de SERAMM Usine de boues issues de la déshydratation retournant en entrée du IOTA GEOLIDE EAU » ne montrent pas la présence de PFAS dans les rejets aqueux du site, ce qui ne nécessite pas à ce stade de mesures de suppression, réduction des émissions.</p> <p>Ce point pourra être revu à l'issue des résultats de la nouvelle campagne d'analyse et de l'analyse TOP Assay demandées aux points de contrôle n°3 et n°5 du présent rapport d'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : 7. Mesures de surveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none"><li>- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;</li><li>- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées ;</li></ul>
<b>Constats :</b>  Les analyses PFAS du point de rejet « 4- Les eaux chargées de SERAMM Usine de boues issues de la déshydratation retournant en entrée du IOTA GEOLIDE EAU » ne montrent pas la présence de PFAS dans les rejets aqueux du site, ce qui ne nécessite pas à ce stade de mesures de surveillance.  Ce point pourra être revu à l'issue des résultats de la nouvelle campagne d'analyse et de l'analyse TOP Assay demandées aux points de contrôle n°3 et n°5 du présent rapport d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite